

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Abitibi-Témiscamingue

Dossier : 1221131-71-2103

Dossier accréditation : AM-1002-2592

Montréal, le 26 novembre 2021

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Corporation municipale de Notre-Dame du Nord**  
Employeur

et

**Syndicat des employé-e-s municipaux de Notre-Dame du Nord - CSN**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une corporation municipale, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail à l'exclusion des pompiers volontaires, de l'inspecteur en bâtiment et de l'inspecteur chargé de faire respecter le règlement sur les chiens. »

De : **Corporation municipale de Notre-Dame du Nord**

71, rue Principale Nord  
Notre-Dame-du-Nord (Québec) J0Z 3B0

Établissements visés :

71, rue Principale Nord  
Notre-Dame-du-Nord (Québec) J0Z 3B0

85, rue Côté  
Notre-Dame-du-Nord (Québec) J0Z 3B0;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

---

Dominique Benoît